

Le danger de nouveaux projets miniers ravivé en Équateur



Par María Josefina Arce

L'annonce par le gouvernement du président Daniel Noboa de la signature de six accords d'investissement pour des projets miniers d'une valeur de plus de quatre milliards de dollars n'a pas été bien accueillie par les citoyens équatoriens.

Les organisations indigènes et environnementales ont rejeté la position des autorités de promouvoir le pays comme destination pour de telles activités, qui ont causé des dommages considérables à l'environnement et mis en danger la survie des peuples indigènes.

Les accords controversés ont été signés dans le cadre de la Convention mondiale sur l'exploration et l'exploitation minières, qui s'est tenue récemment au Canada et à laquelle a participé M. Noboa, premier président équatorien à assister à un tel événement.

La CONAIE, la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur, ainsi que d'autres organisations, ont souligné que ces accords avec les transnationales minières menacent les droits humains,

environnementaux et collectifs des peuples indigènes.

Elles ont rappelé que l'expérience minière dans la nation andine est marquée par la pauvreté et le pillage des ressources naturelles, tout en accusant le gouvernement de ne pas respecter ses obligations légales et constitutionnelles concernant le droit à la consultation préalable, libre et informée et le consentement des communautés, peuples et nationalités indigènes, afin d'aller de l'avant avec l'extractivisme minier.

Un autre danger menace les territoires indigènes : l'ouverture possible par l'exécutif actuel du cadastre minier, qui constitue un mécanisme d'octroi de licences pour les projets miniers.

L'annonce a été faite par la ministre équatorienne de l'énergie et des mines, Andrea Arrobo, lors de sa participation, également au Canada, à la plus grande foire minière du monde.

Le cadastre minier est fermé depuis 2018, bien qu'il ait été dénoncé que pendant ces années, des titres ont continué à être accordés et que de nouveaux accords sont en cours de signature.

Le gouvernement de l'ancien président Guillermo Lasso, qui a également mis en œuvre une politique néolibérale, a tenté de l'ouvrir à plusieurs reprises, mais s'est heurté au refus des communautés indigènes.

En 2022, ces groupes ont organisé une forte manifestation de plus de deux semaines contre, entre autres, les projets de son gouvernement visant à encourager l'extraction minière et pétrolière.

Le conflit minier en Équateur dure depuis longtemps, en raison des graves dommages causés à la biodiversité et de la mise en péril des moyens de subsistance des peuples indigènes qui entretiennent une relation amicale avec la nature.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/349674-le-danger-de-nouveaux-projets-miniers-ravive-en-equateur>



Radio Habana Cuba